

# Le MRP vous parle!

TRIBUNE LIBRE DES ANCIENS DU M.R.P.

Nouvelle série No 44  
Mai-Juin 1990  
ISSN 0753-8707

BULLETIN DE LIAISON DE L'AMICALE DU M.R.P. — 133 BIS, RUE DE L'UNIVERSITE PARIS 7<sup>e</sup> — TEL. 47.05.84.51

PRIX : 5 F.

## A PROPOS DU 8 MAI... ET DU 11 NOVEMBRE

Jean LAURET  
Militant européen

En ce jour anniversaire de la Victoire du 8 Mai 1945 sur le Nazisme je médite et ma méditation rejoint celle qui est mienne chaque année, le jour du 11 Novembre.

Je pense à toutes les victimes, à tous les sacrifices, à toutes les souffrances, je pense aux combattants, je pense à tous ceux à qui nous sommes redevables de notre Liberté. et vers qui notre reconnaissance ne devra jamais s'éteindre.

Mais ma pensée se tourne aussi vers nos jeunes et c'est avec un peu de tristesse que j'observe l'indifférence, voire l'ignorance avec lesquelles ils considèrent ces deux dates.

8 Mai - 11 Novembre - ce sont essentiellement deux jours de congé, fort sympathiques en tant que tels. Sans vouloir généraliser, bien peu de jeunes s'imprègnent du souvenir...

Faut-il s'en attrister ? Sans doute. Mais il m'apparaît beaucoup plus important de donner à nos jeunes gens, à nos jeunes filles, à ceux dont l'exaltante mission est de construire l'avenir, l'occasion de donner un sens nouveau à ces anniversaires.

«Pour que nos enfants ne connaissent jamais cela». Cette phrase, citée dans un récit de la première guerre mondiale, m'avait spontanément frappé alors que j'étais jeune. Hélas, vingt ans plus tard, les enfants «ont connu cela».

Mais une page est tournée. L'idée même d'une guerre entre les Pays d'Europe apparaît comme une absurdité. L'Europe est devenue une réalité. et le jour viendra où l'Histoire rendra hommage à ceux qui, au lendemain de la dernière

guerre, ont eu le courage et la lucidité de renverser la vapeur et d'établir sur des bases entièrement nouvelles les relations entre les peuples de notre cher vieux continent.

Alors, pourquoi ne pas célébrer avec éclat et avec détermination cette ère nouvelle ? Pourquoi la France ne prendrait-elle pas l'initiative de proposer à nos onze partenaires de la Communauté Européenne de choisir un jour, le même pour chacun des Douze, où serait célébrée avec ferveur la Fête de la Paix et de la Réconciliation ? Des manifestations appropriées pourraient donner à cette fête toute sa signification. Dans chacune des capitales d'Europe, des groupes de jeunes de tous les Pays de la Communauté viendraient remplacer les défilés militaires et proclamer avec foi et avec enthousiasme leur volonté d'ériger sur des principes nouveaux les relations entre leurs vieilles nations, appelées de ce fait à constituer entre elles les Etats Unis d'Europe.

Mais quelle date choisir ? Pourquoi pas le jour anniversaire du 9 Mai 1950 ? Les médias ont scandaleusement négligé (à de rarissimes et discrètes exceptions près) de célébrer, ou tout au moins de rappeler le 40<sup>e</sup> anniversaire de la célèbre déclaration par laquelle Robert SCHUMAN posait la première pierre de la construction de l'Europe Unie et de la réconciliation

(suite page 2)

### SOMMAIRE

- Page 1 *A propos du 8 Mai...  
et du 11 Novembre*
- Page 2 *La France comme un  
boxeur atterré*
- Page 3 *Comment devenir un  
véritable rénovateur*
- Page 4 *Le Centre ou l'éternel  
retour*
- Page 7 *On a honte*
- Page 8 *Sauver la terre*
- Page 9 *Démagogie Socialiste*
- Page 10 *Optimisme ou Pessimisme*
- Page 11 *La jeunesse empoisonnée.  
Israel*
- Page 12 *Madame de Stael*

# LA FRANCE COMME UN BOXEUR ATERRÉ...

## Un homme seul décida de conduire le redressement et choisit l'Angleterre pour continuer le combat

*Beaucoup de textes ont été publiés à l'occasion du 50e anniversaire de l'appel du 18 juin 1940.*

*Nous choisissons de publier dans notre petit journal le texte émouvant de Maurice Druon, secrétaire perpétuel de l'Académie Française.*

Le 18 juin 1940 est une date cardinale dans la mémoire commune de la France et de la Grande-Bretagne, et l'on n'en rappellera jamais trop la longue signification.

Ce jour-là, la France, comme un boxeur atterré par un coup formidable frappé au défaut de sa garde, se demandait, en comptant les battements de son cœur, quand et si elle pourrait se relever. Un homme seul, un général lucide et volontaire, décida de conduire le

redressement, et choisit l'Angleterre pour continuer le combat.

Ce jour-là, le Royaume-Uni était seul, et nul ne savait comment, avec des forces minces, il pourrait soutenir le choc des gigantesques armadas du III<sup>e</sup> Reich. Un homme d'Etat, lucide et volontaire, entraîna la Grande-Bretagne à se battre jusqu'à la limite absolue de ses moyens et il accueillit, sur son territoire menacé, l'homme de France.

Ce qui fut scellé là, entre Churchill et de Gaulle, était beaucoup plus qu'un traité ; c'était un exemple pour les siècles.

Jamais les volontaires français qui, mois après mois, rejoignirent de Gaulle, n'ont oublié la fraternité avec laquelle ils furent reçus par le peuple britannique ni la sollicitude que leur témoigna la famille royale ; jamais ils n'oublieront l'image que donnait ce peuple accablé par les bombes et qui luttait, avec un tranquille héroïsme collectif, pour le salut du monde.

De même, les Britanniques qui ont l'âge de la mémoire n'ont jamais oublié ces «Free French» qui, ayant abandonné tout ce qui leur était cher, vinrent par les chemins du risque, partager leurs épreuves et toutes les formes du combat.

L'Histoire ne peut oublier que l'Appel du 18 juin marque le début du rôle de la communication de la voix dans la stratégie. Pendant quatre ans, l'espoir de la France fut accroché à la BBC.

### L'union européenne.

L'Histoire ne peut oublier non plus que c'est de Londres que fut suscitée, rassemblée, organisée la Résistance française, dans toutes les composantes qu'elle eut, tous les aspects qu'elle prit, toute l'efficacité dont elle fit preuve.

L'Histoire ne peut oublier enfin, que Winston Churchill et Charles de Gaulle, en 1943, promirent aux nations en guerre la naissance d'une union européenne.

La victoire fut au bout de ce chemin de douleur et de grandeur, et l'Eu-

rope lentement s'édifie.

Aujourd'hui, quand les peuples de l'Europe de l'Est, rejetant une dépendance qui fut la conséquence de cette guerre monstrueuse, se soulèvent pour recouvrer la libre disposition d'eux-mêmes, c'est par le geste de Churchill, son V devenu universel, qu'ils expriment leur volonté, et c'est la devise de la France «Liberté, égalité, fraternité» qui leur sert de mot d'ordre.

Si longue soit la paix dont nos nations ont bénéficié, il nous faut être conscients que l'avenir du monde n'est pas plus assuré aujourd'hui que naguère, conscients aussi de ce que représentent la Grande-Bretagne et la France lorsque leurs démarches sont accordées.

Avec les populations qu'elles totalisent, la vitalité de leur économie et de leurs technologies, les forces militaires qu'elles se sont créées, la place qu'elles occupent - pour l'une au sein du Commonwealth : 49 Etats, pour l'autre au sein de la Conférence des pays francophones : 44 Etats - avec l'universalité de leurs langues, leur héritage culturel et leur commune conception de la liberté, elles peuvent lorsqu'elles ajustent leurs politiques et leurs efforts, et cela sans avoir rien à renier de leurs alliances, de leurs traditions, ni de leurs intérêts propres, peser d'un poids décisif, non seulement dans l'organisation de l'Europe, mais dans toutes les affaires de la planète. Et si elles agissent ainsi, rien alors ne pourra se faire ni sans elles, ni contre elles.

Maurice DRUON  
John LEAHY  
Robert PONTILLON.

(©) Ce texte a été rédigé par Maurice Druon, secrétaire perpétuel de l'Académie française, membre du Conseil franco-britannique, et présenté par John Leahy, président de la section britannique et Robert Pontillon, président de la section française du Conseil.

## A PROPOS DU 8 MAI...

(suite de la page 1)

tion entre la France et l'Allemagne. Je n'hésite pas à pousser jusqu'au bout mon raisonnement : parce que le 9 Mai 1950 fut le jour où l'Histoire a basculé pour prendre un tour entièrement nouveau, cette date mérite considération et commémoration. Elle marque un tournant irréversible et devrait être célébrée avec ferveur.

La France pourrait-elle prendre cette initiative ? J'en appelle aux jeunes qui cherchent et je leur dis : la construction de l'Europe est un Idéal à la mesure de votre ambition et de votre volonté. Allez de l'avant et dites à vos Aînés : «nous respectons le Passé et notre gratitude est acquise à tous ceux à qui nous devons notre liberté. Mais, de grâce, construisons l'avenir et remplaçons les défilés militaires du 8 Mai et du 11 Novembre par un jour où, avec nos frères et sœurs des Pays de la Communauté Européenne, nous pourrions, dans la joie, fêter la Paix et la Réconciliation».

# Comment devenir un véritable Rénovateur

## ACCEPTER DE SE REMETTRE SOI-MÊME EN QUESTION

Pierre KERLEVEO  
(Lomme-Nord)

Nos concitoyens se découragent : ils sont déçus par une vie politique qui est éloignée de leurs préoccupations, voire de leurs angoisses.

— Quelle attention peuvent-ils prêter à nos petites phrases qui simplifient, déforment, trompent sans jamais cerner les enjeux essentiels et les situations souvent très complexes ?

— Quelle confiance concéder à des partis devenus des rampes de lancement, à des élus gouvernant en fonction de leur réélection, à des leaders changeant de «look» à chaque saison ?

— Quel crédit accorder aux méthodes des appareils, au «forcing» des investitures, aux consignes de vote, aux désistements ?

— Que de temps perdu dans des campagnes électorales qui commencent à trois semaines du scrutin, qui ne parlent jamais des solutions justes et audacieuses, qui coûtent des fortunes et qui trouvent leur apogée dans l'affichage sauvage !

— Quelle autorité susciteront les élus qui tapissent leur voiture de bleu, blanc, rouge, pour pouvoir la stationner n'importe où !

— Quel militant associatif ou familial croira qu'il est possible d'assumer correctement de multiples présidences, mandats et autres engagements ?

— Nos cadres qui savent que les entreprises compétitives s'appuient sur des équipes soudées, se méfient de nos conseils municipaux dans lesquels le maire décide tout seul, le premier adjoint guette la place à prendre, les conseillers municipaux sont choisis pour leur carte du parti et non pour leurs compétences ou leur sens du service de la cité...

Madame Robert Prigent me racontait qu'il ne restait que 460 F sur le compte de son mari, ancien ministre de la famille, lorsqu'il fut battu aux élections législatives à Dunkerque en 1956... Les temps ont bien changé ! Les Français constatent que nos élus sont prémunis contre l'austérité. Ce n'est pas faire de l'antiparlementarisme

que de dire qu'ils percevront leurs indemnités que le budget soit voté ou repoussé, que la pression fiscale s'accroisse ou pas. Que de différences avec la situation d'un salarié licencié à 50 ans, d'un jeune que l'avenir angoisse, d'un ancien «placé» dans un hospice, d'une mère qui va se lever à 6 heures et emmener tambour battant son enfant chez la nourrice...

On pourrait disserter à l'infini sur la politisation des institutions, l'affaiblissement de l'État régulateur, la pesanteur de la décentralisation. On pourrait encore regretter les querelles de personnes, les guerres de tranchées et les réflexions stupides qui lassent les bonnes volontés : «Ne publions pas nos propositions de peur que la majorité les récupère !» «Vos idées sont bonnes mais, hélas ! vous êtes l'opposition...».

L'homme de la rue trouve que la politique se prend trop au sérieux. Il a bien compris qu'une saine gestion laisse une très mince marge de manœuvre à tous les élus de France et de Navarre bénéficiant du travail de leurs collaborateurs et des administratifs qui préparent réunions et dossiers quand ils ne décident pas eux-mêmes des projets à présenter en commission...

La réhabilitation de la politique ne viendra ni d'un mouvement neuf ni d'hommes providentiels quel que soit leur âge. Les véritables rénovateurs accepteront de se remettre eux-mêmes en question, de changer leurs habitudes pour rendre la politique plus crédible, plus transparente.

Dans ma ville - mais je ne voudrais pas présenter cet exemple comme applicable partout -, nous avons décidé dans un engagement collectif que les conseillers minoritaires transmettraient leurs fonctions après deux années, ce qui permettra à neuf Lommois de découvrir les rouages d'un conseil municipal, d'apporter leurs compétences spécifiques, de renouveler le débat local.

Robert Schuman - dont Jacques Fauvet disait : «A 60 ans, il avait une fraîcheur de cœur que n'a plus la jeu-

nesse» - affirmait : «L'existence des partis est dans la logique de la démocratie. Le parti doit être au service du bien commun, autant et plus que l'individu. Il est appelé à être l'éducateur des citoyens, l'animateur de la vie politique, le garant de la discipline que doivent s'imposer les assemblées parlementaires (1)». Comme il reste du chemin à parcourir...

La démocratie commence en chacun de nous : nos actes et nos attitudes contribueront à rendre aux générations nouvelles des raisons de vivre et d'espérer face aux urgences d'aujourd'hui et aux défis de demain.

(1) *Robert Schuman* par Robert Rochefort, Éditions du Cerf, 1968, page 209.



## AMIS DÉCÉDÉS

Mme Bluntz.....	Paris 16 <sup>e</sup>
Mme Bonnet.....	Paris 15 <sup>e</sup>
Mme Marcelle Delgrange.....	Paris 20 <sup>e</sup>
René Drouin.....	Neuilly
Clément Lardièrre.....	Ste Marie s/ Mer
Edmond Léonard.....	Bobigny
Mme Fernande Moisson.....	Paris 13 <sup>e</sup>
Henri Rey.....	Paris 14 <sup>e</sup>
Pierre Ribéra.....	Paris 15 <sup>e</sup>
Mme Marie Tataroula.....	Paris 18 <sup>e</sup>

# LE CENTRE OU L'ÉTERNEL RETOUR

par René REMOND

*président de la Fondation Nationale des Sciences Politiques*

Singulière destinée que celle du centre et des centristes ! Pareillement honnis par la droite et la gauche qui méprisaient ces alliés intermittents, montrés du doigt par les analystes qui leur reprochaient de troubler le jeu, et qui les rendaient responsables de l'instabilité ministérielle, de l'impuissance des gouvernements et de la confusion des pouvoirs, victimes du désir de simplification du système politique, laminés entre les blocs antagonistes, éliminés progressivement du champ politique par la pratique répétée du scrutin majoritaire, ils avaient disparu depuis près de quinze ans de la scène politique. La bipolarisation avait fait place nette et exorcisé jusqu'à leur souvenir. Dominait sans partage le couple antagoniste et complémentaire droite-gauche.

Or, voici que, les centristes ont refait surface : ils sont de part et d'autre l'objet de toute sorte de sollicitations et de prévenances auxquelles ils n'étaient plus guère habitués ; la recomposition des forces politiques dépendrait pour partie de leur décision. Étonnant retour de fortune qui donnerait à croire qu'ils n'avaient pas tout à fait disparu. Que sont donc ces centristes ? D'où viennent-ils ? Ont-ils une histoire ?

Mais pour avoir une histoire encore faudrait-il qu'ils aient une existence. Le centre existe-t-il bien ? Beaucoup en doutent ou font profession de ne pas croire à son existence. Pour la gauche, le centre n'est qu'une droite qui ne s'avoue point mais qui travaille pour elle, et pour la droite, c'est un allié objectif, même s'il n'en a pas conscience, de la gauche dont il fait le jeu. Dans l'hypothèse la moins défavorable, on consent à admettre que le centre est un point de passage, une étape de la migration des formations en provenance de la gauche emportées par le mouvement qui entraîne l'ensemble du système

vers la droite. Pas question de reconnaître dans le centre une force autonome ayant en propre un corps de doctrine.

Et pourtant, un regard sur l'histoire des grandes tendances politiques depuis une quarantaine d'années apporte l'assurance que le centre existe bel et bien. A plus forte raison si l'on remonte plus haut dans le passé, par-delà la césure de la guerre, seconde du nom.

Si l'histoire politique est davantage celle de l'exercice du pouvoir et des décisions qui engagent le destin national que des affrontements partisans et du choc des idéologies, il est manifeste que la France a été plus souvent gouvernée par les centres que par le bloc des gauches unies ou la coalition des droites associées. Si ce fut pour le bien ou pour le malheur du pays, à chacun d'en décider. Aussi la véritable alternance serait-elle, plus que la succession dans les faveurs du suffrage du choc des gauches et du rassemblement des droites, le passage de majorités associant les centres à des situations dualistes opposant bloc contre bloc toutes les droites et toutes les gauches.

Le ou les centres ? Nous venons d'employer tour à tour le singulier et le pluriel : le nombre n'est pas indifférent. Ce n'est pas simple question de grammaire : l'enjeu concerne la définition du centre et la réalité du phénomène. Si on parle aujourd'hui des centristes plus que du centre, ce n'est pas seulement en raison de leur nombre mais parce qu'une pluralité de formations entend se situer au centre et s'en dispute la possession. Le centre est une position abstraite, un concept ; les centristes sont une réalité concrète.

Le centre s'étend sur les terres de la droite et de la gauche, car ses contours sont mal définis : son extension varie en fonction des alliances et des rapprochements ; bientôt il se dilate jusqu'à englober une

bonne partie de la droite, par exemple le courant libéral, et tantôt il se rétrécit jusqu'à sembler disparaître à jamais. De ce fait, il y a au centre plusieurs nuances qui se disposent elles aussi de la gauche à la droite.

Et pourtant il existe des centres qui ne le sont pas seulement par position occasionnelle ou dans l'attente de trouver leur place définitive dans le système droite-gauche, mais par leur philosophie et leurs orientations. Choix négatifs, le refus des extrêmes, la récusation du schéma droite-gauche, le rejet de toute politique du pire pourraient donner l'impression que le centre n'est qu'un lieu d'indécision. Mais ils n'excluent pas des affirmations positives, des choix volontaires qui sont l'endroit et le fondement de ces refus. Depuis un quart de siècle, à la suite des enquêtes d'opinion, on a appris à distinguer le centre du marais formé des indécis ou des indifférents.

La dénomination de centriste s'applique aujourd'hui essentiellement au conglomerat qu'est l'UDF. L'UDF fédère trois ou quatre tendances qui se rattachent à autant de traditions qui n'ont pas toutes été au centre. La fraction du Parti radical qui a choisi de s'intégrer à la majorité de droite n'y est pas née : elle est un rameau du grand parti de la III<sup>e</sup> République qui a été à ses débuts l'extrême gauche de la démocratie : c'est le mouvement irrésistible qui emporte vers la droite la plupart des familles politiques qui l'a peu à peu amené au centre et l'y a déposé. De même pour les quelques éléments détachés du socialisme et regroupés dans une petite formation sociale-démocrate.

Les uns et les autres ont été dissociés de la gauche par le refus de l'alliance avec les communistes. Quant au Parti républicain, c'est le dernier avatar du grand courant libéral qui avait depuis longtemps enjambé la ligne de démarcation entre

droite et gauche : de temps à autre les circonstances, le jeu des alliances - ou des oppositions - ont pu le ramener au centre, mais c'est alors plus du fait des circonstances que par la logique de ses orientations. C'est sans doute le Centre des démocrates sociaux qui est aujourd'hui le cas le plus incontestable d'un centre véritable : si le centre se définit par le refus symétrique des deux extrêmes et la conviction que la dichotomie droite-gauche ne trahit pas seulement la réalité des opinions et la complexité des choix, mais est néfaste au fonctionnement de la démocratie, le CDS est bien né au centre.

## DÉMOCRATE ET CHRÉTIEN

Il se rattache au courant démocrate d'inspiration chrétienne qui est d'emblée constitué au centre. Au reste, quand on parle aujourd'hui des centristes, c'est d'eux principalement qu'il est question. L'histoire de ce courant qui a fait partie tour à tour de majorités axées à gauche et de coalitions de droite est exemplaire : elle illustre les problèmes auxquels le centre est acculé par arithmétique parlementaire, le système des forces affrontées et des contraintes de l'exercice des responsabilités.

Qui sont, en 1945 - une des dates où s'est recomposé, comme on dit maintenant, le paysage politique - les centristes ? Le Mouvement républicain populaire qui surgit comme une force neuve et s'impose presque aussitôt comme une composante majeure du système politique. Il descend de la famille des catholiques qui entendaient mettre fin à l'alliance ancienne qui enchaînait l'Eglise à la conservation politique et sociale et qui aspiraient à surmonter le clivage droite-gauche : dénoncés par la droite comme complices de l'adversaire, ils étaient suspects à la gauche à cause de leur référence religieuse. Même s'il recrute largement ses électeurs - mais pas ses militants - dans la clientèle des droites, faute pour celle-ci de retrouver ses élus habituels, le MRP n'est pas à droite : il s'est constitué sur la rupture avec chacune des droites.

Il n'a évidemment rien de commun avec l'extrême droite. Héritier du catholicisme social, il s'est aussi défini contre le libéralisme qui inspire la droite orléaniste. Tout sépare enfin ces hommes de la droite autoritaire et populaire : ils sont sincèrement attachés à la démocratie parlementaire, ils croient profondément à l'utilité des partis, ils militent pour la reconnaissance des corps intermédiaires. Ils avaient jadis combattu l'agitation ligueuse.

L'identification qu'ils opèrent, à tort

ou à raison, entre certaines orientations du gaullisme avec cette droite est la racine du malentendu qui a vicié leurs relations avec lui : il est à l'origine des trois ruptures qui ont bouleversé les relations du « parti de la fidélité » avec le général de Gaulle : en 1946, le MRP refuse de le suivre lors de son départ du gouvernement ; en 1947, il interdit aux militants de pratiquer la double appartenance avec le RPF et il rompt à nouveau quinze ans plus tard en 1962, au lendemain de la conférence de presse où le président de la République avait persifflé les inconditionnels de l'Europe. L'incompréhension persistante entre ces deux grandes forces fut de grande conséquence pour notre histoire : elle a fait obstacle à la formation d'un grand rassemblement national à préoccupations sociales pour la rénovation de la vie politique et des institutions. Le paysage politique en eût été transformé. Mais si la chose n'a pu se faire, c'est bien parce que le courant, dont le MRP était l'expression, était un centre.

Il ne resta pas longtemps seul : la logique des affrontements et des rapprochements en conduisit d'autres au centre. L'éviction du gouvernement en mai 1947 des ministres communistes, puis le passage du parti à l'automne sur injonction de Moscou à l'opposition radicale et symétriquement la montée du Rassemblement du peuple français qui dénonçait l'impuissance des institutions, contraignirent les partis associés au pouvoir, et ceux qui les y rejoignirent pour refaire une majorité, à gouverner ensemble : « la troisième force », qui naît en creux de la nécessité de faire face aux assauts de deux oppositions contraires, est l'exemple même d'un gouvernement des centres fondé sur le refus de la politique du pire et des extrêmes.

Des socialistes aux indépendants en incluant républicains populaires et radicaux, tous les centristes firent face aux difficultés pendant quatre longues années, de 1947 à 1951. L'opposition aux extrêmes n'était pas le seul élément à cimenter l'union de ces partis condamnés, selon le mot de l'un de leurs chefs, à vivre ensemble : ils étaient unis aussi sur quelques orientations communes : l'attachement aux institutions, la défense des libertés publiques, l'héritage de la Résistance, quelques préoccupations sociales, et bientôt l'amorce d'une politique de construction européenne.

Aussi l'expédient imaginé en 1951 en vue du renouvellement de l'Assemblée pour éviter que les deux oppositions n'additionnent une majorité qui eût paralysé le fonctionnement des pouvoirs publics, n'était pas simplement une astuce pour confisquer la représentation nationale au bénéfice des sortants : bien que, mal

reçu de l'opinion, il prenait acte de l'existence d'un centre de gouvernement et trouvait sa justification dans les responsabilités partagées et la convergence des préoccupations.

## DES RÔLES OPPOSÉS

L'union des centres ne survécut pas à cette première Assemblée. Elle succomba à la relance de la querelle scolaire, cette séquelle résiduelle de la question religieuse qui avait été depuis la Révolution le facteur principal de la division des Français et la pierre de touche de l'appartenance à la droite ou à la gauche. Le réveil de la querelle disloqua la « troisième force » et dissocia républicains populaires et socialistes, la menace des extrêmes n'étant plus assez vive pour contrecarrer les effets de la discorde scolaire.

L'émergence du mendésisme, conjuguée avec les divisions de l'esprit public à propos de la décolonisation, acheva de désagréger l'union des centres en provoquant un reclassement insolite des forces politiques : il n'épousait pas plus le partage droite-gauche qu'il ne prolongeait la conjonction des centres. Dans cette redistribution les radicaux se divisèrent et le MRP se trouva rejeté à droite : de la position qui était la sienne au temps du tripartisme, à l'aile droite d'une coalition de gauche, il était devenu la caution sociale d'une majorité conservatrice. En cela aussi il était bien représentatif du sort qui échoit aux centres appelés à figurer tour à tour dans des configurations contraires et à y tenir des rôles opposés comme au Parti radical entre les deux guerres.

Comme lui aussi il en recueillit l'impopularité : cette façon de pratiquer l'alternance est facilement prise pour de l'opportunisme et l'électeur a le sentiment que ses choix sont trahis. Les centres et singulièrement le MRP souffrirent après 1958 de leur identification au régime déchu. Qui sait si le souvenir inconscient de ce temps et des ravages causés dans l'opinion publique par ce jeu de bascule ne contribue pas à sa façon à retenir aujourd'hui les centristes d'accepter la perspective d'un renversement des alliances ? En tout cas ces expériences préparaient l'opinion à accueillir avec sympathie le processus de bipolarisation qui mettait fin à ces balancements.

Après la secousse du mendésisme, le séisme gaulliste eut sur les centres des effets encore plus drastiques. Ils furent d'abord entraînés, absorbés, confondus dans un rassemblement où ils se retrouvèrent avec la grande majorité des droites et une bonne partie de la gauche. De ce trem-

blement de terre les conséquences furent durables : au second tour de l'élection présidentielle de décembre 1965 quelque trois millions d'électeurs votant ordinairement à gauche ont encore préféré Charles de Gaulle au candidat unique de la gauche alors que la droite extrême portait ses voix sur François Mitterrand par antigauillisme.

Mais cette même élection qui manifeste le délitement des clivages habituels est aussi le point de départ d'une tentative de reconstitution d'un centre : c'est à l'occasion de cette première consultation au suffrage universel que Jean Lecanuet, président du MRP, pose sa candidature. Candidature typiquement centriste par le refus d'un choix binaire des solutions contraires, qui représente comme une tierce solution entre le gaullisme et l'union des gauches et recueille près de 16 % des suffrages.

Elle amorce un regroupement ; c'est déjà au lendemain d'une élection présidentielle que peut s'opérer une recomposition des forces politiques : Jean Lecanuet élargit la base formée de l'ancien MRP par l'entrée dans le nouveau Centre démocrate d'une fraction des indépendants, celle qui n'avait pas choisi, comme les Républicains indépendants, l'alliance avec les gaullistes. L'entreprise ne peut aller très loin, précisément parce qu'une partie de la droite libérale entend ne pas se séparer du parti dominant et occupe le terrain. Le centre penche à droite.

C'est la conséquence de l'échec d'une autre tentative, de conception plus large, qui eût reconstitué la «troisième force» ; en relation avec sa candidature à la future élection présidentielle, Gaston Defferre avait formé le projet d'une grande fédération qui eût regroupé la SFIO, le Parti radical et le MRP. Assez avancée, l'opération buta sur deux obstacles : la référence au socialisme et la laïcité. Vingt ans après, les aspirations assez vagues à un rassemblement travailliste dans lequel auraient fusionné les socialistes et les catholiques sociaux, le rapprochement entre ces deux courants achoppait à nouveau sur les séquelles de la querelle religieuse.

Rien désormais ne viendra enrayer le processus d'effacement des centres : chaque élection présidentielle marque une étape de plus dans leur intégration aux blocs antagonistes. A droite, elle se fait en deux temps : une première vague de centristes rejoint la majorité présidentielle qui vote pour Georges Pompidou avec Joseph Fontanet, Jacques Duhamel, René Pleven.

La deuxième vague rallie la candidature de Valéry Giscard d'Estaing en 1974. Il n'y a plus de centres autonomes ; ils sont absorbés ou divisés. Les radicaux se sont

partagés ; ceux qui ne voulaient pas entrer dans une coalition avec les communistes ont rejoint la coalition de droite ; ceux qui ne voulaient pas se fondre dans un rassemblement conservateur ont formé le Mouvement des radicaux de gauche. Ainsi les centres ont disparu comme force distincte. C'est le terme extrême du processus qui a recomposé l'ensemble du système autour de deux pôles antagonistes ; c'est le triomphe de la bipolarisation qui a été aussi préjudiciable aux centres qu'aux extrêmes. La herse est tombée entre les deux moitiés de la France pour quatre législatures au moins.

A défaut d'être l'axe d'une majorité de gouvernement, les centres ont la ressource de se dire que la France est gouvernée au centre et qu'ils y ont contribué. C'est la grande pensée du président élu en 1974 : elle se fonde sur une analyse de la société qui pense discerner le trait majeur de son évolution dans la formation d'un groupe central constitué par les classes moyennes, les cadres, ceux que le jargon sociologique de la nouvelle gauche appelle les couches moyennes salariées ; et qui appelle une politique du centre. Et telle est bien l'intention qui présida à la formation de l'UDF : ancrer au centre la nouvelle formation, rejeter le RPR à droite et ouvrir en direction de la gauche.

## LE MASQUE DE LA DROITE

L'occupation du centre fut un enjeu entre autres de la compétition, tantôt sourde et tantôt ouverte, entre les deux composantes de la majorité et de l'opposition, entre Jacques Chirac et le premier ministre : Raymond Barre se posait déjà en centriste. Quant à élargir en direction de la gauche, c'était une nécessité arithmétique ; il ne pouvait y avoir de majorité du ou des centres qu'en attirant assez d'hommes et de groupes venant de la gauche. En sept ans, même après avoir gagné contre toute attente les élections de 1978, Valéry Giscard d'Estaing ne put mener à bien cette partie de l'opération : tout au plus parvint-il à rallier quelques individualités dont l'entrée dans la majorité présidentielle ne modifia en rien le rapport des forces ni ne changea le moins du monde la configuration de celles-ci. Il est vrai que la montée en puissance de la gauche ne créait pas les conditions propices à la réalisation d'un tel dessein, et en ne touchant pas au mode de scrutin majoritaire le président ne s'en donnait pas les moyens.

De cet épisode, on retiendra qu'une fois acquise l'élection du président, il est fort difficile de modifier les contours de la majorité. Le septennat n'échappa pas au

schéma bipolaire qui emprisonnait les centres dans une majorité orientée à droite : après une salve d'initiatives indéniablement libérales qui introduisirent d'appréciables changements, il s'acheva sur une ligne conservatrice où les centres, qu'ils fussent radical ou démocrate-chrétien, ne pesèrent guère : il ne leur restait qu'à être la caution d'une politique conservatrice. C'est toute la différence entre le gouvernement du centre et le gouvernement au centre. A vrai dire les centres ne semblent pas avoir souffert dans leurs convictions ni dans leur sensibilité d'avoir dû peu à peu s'aligner sur les positions de la droite libérale conservatrice : le Centre des démocrates sociaux, qui était pourtant la postérité d'une famille d'esprit constituée sur la dénonciation des injustices du libéralisme, apportait sans états d'âme apparents son soutien à une politique qui mettait en pratique les maximes libérales.

Le CDS paraissait avoir perdu jusqu'au souvenir de son passé et se fonder de bon cœur dans un rassemblement dont le libéralisme était la référence. En 1981 la situation politique donnait raison à la thèse de la gauche selon laquelle le centre n'est que le masque de la droite, dont il fait la politique.

Ni le renversement de la majorité en 1981 ni celui, en sens inverse, de 1986 ne modifièrent la situation des centres. La nécessité de se définir en prenant le contre-pied d'une gauche triomphante et manichéenne qui faisait des nationalisations un axe de sa politique acheva de rallier les centristes aux positions de la droite libérale, au moment où la formation d'origine gaulliste décrivait elle-même une trajectoire qui lui faisait abandonner la plupart des thèmes de l'héritage gaullien pour se convertir à l'évangile libéral.

Ainsi, tout, depuis 1974, tendait à imposer la conviction qu'il n'y avait plus, en rigueur de terme, de centre : ce qu'on continuait d'appeler ainsi par habitude ou commodité de langage désignait la fraction la moins conservatrice de la coalition de droite. L'échec de Raymond Barre à l'élection présidentielle ne peut-il s'interpréter comme l'échec du centrisme, laminé entre gauche et droite ? Et l'indice qu'il n'y a plus de place pour une troisième voie.

Alors pourquoi soudain tout ce bruit autour des centristes comme s'ils disposaient d'une autonomie de décision et retrouvaient la possibilité de choisir leurs alliés ?

Outre le désir naturel d'échapper à l'enfermement dans le bloc de droite et peut-être de se soustraire à l'hégémonie du RPR, deux facteurs ont joué. Depuis quelques années, le Centre des démocrates

sociaux avait retrouvé le sentiment de son identité et la fierté de ses origines : on n'a pas assez relevé qu'à son dernier congrès, à Metz, on avait pour la première fois depuis longtemps fait référence au MRP comme si le passé était sorti du purgatoire où il était tombé depuis la chute de la IV<sup>e</sup> République.

L'autre facteur est la montée du Front national : elle a réveillé la fibre démocratique d'un courant de pensée qui n'a jamais eu de complaisance pour les tentations autoritaires, qui s'est défini par le refus du nationalisme d'exclusion et qui reste par sa composition et ses affinités une des formations les plus proches de l'Eglise et les plus attentives à ses enseignements comme à ses mises en garde.

Ce raccourci sur une quarantaine d'années comporte-t-il quelque enseignement ? Il montre qu'il existe bien un ou plusieurs centres. Le nombre est croissant de ceux qui se situent au centre, soit qu'ils refusent de choisir entre droite et gauche, soit qu'ils estiment que l'écart se réduit entre les idéologies et que la réalité impose aux majorités contraires des politiques qui se rapprochent.

Mais, s'il y a convergence vers le centre d'hommes venus de la périphérie, le centre peut aussi être une zone de dispersion à partir de laquelle on se distribue en plusieurs directions : ainsi le MRP a-t-il été le point de départ d'une diaspora dont les éléments se sont éparpillés sur la quasi-totalité de l'éventail politique : en particulier, le passage par le MRP a été une sorte d'étape dans le cheminement historique d'une partie des catholiques vers la gauche. Une présomption de plus que le centre n'est pas la droite.

Quant aux renversements d'alliances, ils sont toujours malaisés à négocier et à réaliser en quarante ans, des centristes ont caressé à deux ou trois reprises l'espoir d'un regroupement organique ou d'une alliance avec les socialistes : chaque fois le projet s'est brisé sur la résistance du partenaire ou a buté sur un obstacle idéologique. Chaque fois a prévalu l'antagonisme frontal qui enclave les centres dans une coalition dont l'axe passe à leur droite comme si les pesanteurs étaient plus fortes sur ce versant que sur l'autre. Est-ce une fatalité ! Et sera-t-il encore ainsi cette fois ? L'enjeu est d'importance pour les centristes. L'échec de l'ouverture signifierait, et sans doute de façon définitive, que les centristes ne sont plus aujourd'hui qu'une quatrième composante de l'éventail des tendances qu'on appelle les droites.

René RÉMOND

## On a honte

Jean COVILLE

Une fois de plus il faut employer ce titre.

Un médecin québécois a passé le mois d'avril à Paris avec son épouse après une absence de 13 années et il déclare :

«Paris est une ville merveilleuse, encore plus belle que nous l'imaginions dans nos souvenirs. Pourquoi faut-il qu'elle soit si sale et si peu sûre ?»

Et notre brave québécois raconte qu'il a été agressé 2 fois, 1 fois dans la rue et 1 fois dans le métro et qu'il a été stupéfait de la saleté qui s'étale à la fois dans la rue et dans le métro : ce moyen si commode de connaître tous les villages intérieurs qui forment Paris».

Il aurait pu ajouter : «pourquoi faut-il qu'il y ait tellement de taudis qui se cachent derrière les belles avenues parisiennes ?»

Hélas tout cela est vrai et on a honte.

Parlons d'abord de l'insécurité. Ce n'est pas la tâche de l'Etat d'être banquier, constructeur d'automobiles ou distributeur de gaz ou d'électricité. Par contre c'est son rôle principal d'assurer la sécurité des citoyens.

Tous les moyens, en hommes et en ressources, doivent être affectés à la sécurité, ce qui n'est pas le cas.

On ne peut qu'avoir honte de cette constatation.

Il en est de même de la seconde, à savoir la saleté. Bien entendu c'est une manifestation du laxisme contemporain, mais il n'y a pas de quoi en être fier : les graffitis qui polluent les murs de Paris et les waggons de métro sont une honte pour

notre capitale et devraient être combattus sans merci. Est-ce le cas ? Pas du tout. Le laxisme exerce ses ravages sur ce point comme sur tant d'autres.

Nous souhaiterions que les hommes et les femmes de notre tradition «fassent la guerre» sur ces points très importants.

Mais il y a plus important encore, ce sont les exclus qui n'ont ni logement, ni nourriture et qu'on laisse dans cette situation.

Dans ce cas des chrétiens doivent avoir totalement honte.

Quand on voit dans Paris des magasins qui regorgent de nourritures de toutes sortes et des restaurants qui regorgent de clients et qu'en même temps des milliers de «laissés pour compte» sont sans nourriture et sans logement on ne peut qu'avoir honte, car il faudrait peu de chose pour qu'il en soit autrement.

Puissent les hommes et les femmes qui se réclament de la démocratie chrétienne faire en sorte que les Parisiens n'aient plus honte des observations justifiées d'un québécois.



# SAUVER LA TERRE

Jean COVILLE

Le Commandant Cousteau est le français le plus célèbre dans le Monde, notamment en raison de ses films, qui ont permis à des millions de spectateurs de connaître le monde sous-marin.

La croisade pour la défense de l'environnement commence à porter ses fruits et le Congrès des Etats Unis a fait un chaleureux accueil à sa demande de préserver l'Antarctique de toute exploitation industrielle : c'est la dernière Terre vierge du Monde.

## SOCIÉTÉ NATIONALE D'HORTICULTURE DE FRANCE

Vous trouverez dans le présent numéro du «M.R.P. vous parle» un tract d'abonnement à tarif préférentiel à la Revue de la Société Nationale d'Horticulture de France.

Cette revue «Jardins de France» donne de nombreux et précieux renseignements à ceux qui désirent améliorer leur jardin.

Le numéro d'avril, qui a été adressé à tous les maires de France, dans le cadre de la campagne «fleurer la France», menée par le Ministère du Tourisme et le numéro de mai sont superbes.

Il nous est agréable de mentionner que le rédacteur en chef de cette revue est notre ami Bernard JAVAUT, de Saint-Maur.

Quant à la mer elle est dans un état inquiétant que le Commandant Cousteau dénonce avec fougue.

Elle est devenue un véritable dépôt, ce qui entraîne la disparition de la flore et de la faune : Cousteau l'a constaté au cours de ses plongées.

Mais la pollution n'est pas la seule cause de la dégradation du milieu marin. Il faut y ajouter la pêche industrielle, qui vide les mers de toute vie et endommage les fonds sous-marins.

Cousteau ajoute une autre cause d'inquiétude pour le sort de la Terre, à laquelle on ne songe généralement pas, c'est la surpopulation.

«Pendant la durée actuelle de ma vie, dit-il c'est à dire depuis 80 ans, le nombre d'habitants de la Terre a triplé et atteint maintenant 5 milliards. Si rien ne change, dans 80 ans il y aura 15 milliards d'humains. Tous les risques que l'activité humaine fait courir à la Planète seront alors considérablement accrus. Mieux vaut s'en préoccuper dès maintenant.» En effet.

Le Commandant Cousteau n'est heureusement pas seul à alerter les responsables de tous les pays du Monde sur les folies qui menacent de détruire nos conditions de vie.

Les écologistes ne passent plus pour des hurluberlus, mais pour des gens sensés, qui nous rappellent des vérités essentielles, parfois obscurcies par l'appât du gain ou par d'autres attraits.

Tout récemment a été dénoncée la fantastique déforestation du Brésil, pour le profit des marchands de drogue ou d'autres personnages.

Mais nous ne sommes pas à l'abri en France de semblables critiques. Chaque année dans notre pays des milliers d'hectares de forêt partent en fumée. Pourquoi ? Principalement parce qu'ils ne sont pas débroussaillés. Pourquoi ne le sont-ils pas ? Parce que cela coûte de l'argent. Il est clair que les proprié-

taires de ces terrains pourraient être contraints à les débroussailler. Il est non moins clair que ce débroussaillage pourrait être effectué par des prisonniers.

Pourquoi néanmoins n'est-il pas effectué ? Bonne question à laquelle il n'y a pas d'autre réponse que la lâcheté des responsables politiques, appuyée sur les pesanteurs bureaucratiques ou syndicales, c'est à dire tout ce qu'il faut combattre pour que les choses aillent mieux.

Les hommes et les femmes de notre tradition doivent assurément s'y employer.

Ils le peuvent d'autant mieux qu'un mouvement d'opinion très puissant agit dans ce sens dans de nombreux pays.

Tout récemment à Paris - exactement le 9 mai dernier, jour anniversaire de la Déclaration de Robert Schuman - s'est tenu à la Cité des Sciences et de l'Industrie un colloque intitulé : «Environnement et construction européenne».

De nombreux orateurs sont intervenus pour dénoncer les dangers qui menacent notre planète et pour indiquer les remèdes.

L'organisme qui se préoccupe de ce problème se nomme CREACOM et son adresse est : 50 rue de Miromesnil 75008 Paris.

Il faut aussi mentionner sur le même sujet le livre très remarquable de Michel BARNIER, qui vient de paraître aux Editions Stock, sous le titre : «Chacun pour tous, le défi écologique.»

Il souligne que nous sommes tous plus ou moins responsables des maux qui nous atteignent ou nous menacent.

Sâchons donc agir en conséquence.



# DEMAGOGIE SOCIALISTE

André François MERCIER

Les socialistes, hantés par l'idée égalitaire, multiplient les agressions verbales, François MITTERRAND donnant lui-même l'exemple afin de tenter de remonter dans les sondages. On a l'impression lorsqu'il parle d'entendre le premier secrétaire du PS plutôt qu'un président de la République. Singulière façon de gouverner.

Un jour c'est la taxe d'habitation qui va être calculée contre toute logique en fonction des revenus des occupants de l'immeuble. Cette nouvelle façon de calculer l'impôt va frapper les classes moyennes, celles qui au-delà de 100.000 francs de revenu par an font marcher l'économie par leurs initiatives et leur sens des responsabilités. Mais au nom du nivellement par le bas il est normal pour les socialistes de viser ceux qui cherchent à sortir du troupeau et à s'élever socialement. Dans un vrai régime socialiste où il n'y a plus ni responsabilité ni goût du travail on voit dans les pays de l'Est et en URSS à quel niveau social végètent les populations affamées et misérables.

Un autre jour c'est la guerre déclarée aux grandes Ecoles «chasse gardée» des classes privilégiées. En énonçant un slogan aussi usé, MITTERRAND ignore-t-il que les Grandes Ecoles dispensent seules un enseignement adapté aux grandes compétitions économiques internationales et recrutent uniquement en fonction du «savoir» des candidats. Parmi les élèves de Polytechnique on trouve actuellement 50 fils d'enseignants, 30 fils d'ouvriers, artisans ou cultivateurs et 80 fils d'ingénieurs ou cadres supérieurs. Ces deux exemples de démagogie sont à l'image de la politique pratiquée dans tous les domaines par les socialistes. Leur idée simpliste de l'«égalité» n'empêchera jamais un chirurgien après 20 ans d'études de gagner plus qu'une fille de salle ou un ingénieur de percevoir plus qu'un OS.

Concernant la politique d'immigration, parmi des mesures acceptables

présentées lors de la Table Ronde, on note que Michel ROCARD veut accélérer le rythme des naturalisations. Est-ce pour donner par ce biais le droit de vote à un plus grand nombre d'étrangers ?

En matière économique, le blocage des privatisations, l'alourdissement des charges des entreprises ne facilitent pas notre compétition hors frontières et sur les marchés lointains les japonais offrent des conditions pour nous inaccessibles.

Or, notre balance commerciale doit tendre vers l'équilibre si l'on veut créer des emplois et permettre un vrai relèvement du niveau des salaires. La démagogie socialiste tourne le dos à ces objectifs.

Avec les socialistes le renforcement étatique constitue le credo permanent. Cela suppose des moyens accrus par des ressources fiscales sans cesse augmentées... Les droits de succession sont visés et il faut s'attendre à une nouvelle atteinte aux patrimoines familiaux ainsi qu'à une aggravation du taux des plus values.

La France, dans la perspective de 1992, ne doit pas se relâcher et une politique de stricte orthodoxie devrait s'imposer à nos gouvernants.

C'est une chance relative d'avoir, avec l'Europe des Douze, des règles communautaires qui empêchent les pays membres de faire n'importe quoi. Cependant, en France, grâce aux socialistes, nous sommes le pays où la part du secteur public et des charges qu'il représente (45%) est la plus élevée de la Communauté, ce qui entraîne un alourdissement du niveau des prix et des services.

Les socialistes ont une idéologie pernicieuse et il ne saurait être question, dans l'état actuel des choses, de coopérer avec eux dans la «majorité présidentielle» que ce soit à titre collectif ou individuel.

Manifestation de soutien  
aux sans-abri

## L'ABBE PIERRE REPREND SON BATON DE PELERIN

*Ils étaient plusieurs milliers samedi à demander le relogement des familles récemment expulsées de leur logement pour occupation illégale.*

*"Pas d'expulsion sans relogement" : plusieurs milliers de personnes 3.000 selon la police et 20.000 selon les organisateurs, ont martelé ce slogan, samedi après-midi à Paris, en défilant bruyamment de la place de la République au Châtelet pour soutenir 65 familles expulsées de leur logement.*

Epaulés par le Comité des mallogés et par les Compagnons d'Emmaüs, ces sans-logis campent, depuis près de deux mois pour certains, en divers endroits de la capitale : square de la Réunion (20<sup>e</sup>) devant la mairie du 19<sup>e</sup> et devant le Sacré-Cœur. Reprenant son bâton de pèlerin à 78 ans, l'abbé Pierre a lu à la foule une lettre adressée à la fois au premier ministre Michel Rocard et au maire de Paris Jacques Chirac.

Le fondateur d'Emmaüs leur demande notamment de «réajuster l'allocation logement». «Paris et toutes nos grandes villes seront peut-être demain très belles, ne logeant que les gens aisés, mais elles seront maudites par les centaines de ghettos qui les entoureront, nids de désespoir, de haine, de délit, de déchirement de famille», a-t-il déclaré sous les applaudissements de la foule.

(suite page 10)

## L'ABBE PIERRE REPREND SON BATON DE PELERIN

(suite de la page 9)

«J'ai été moi-même squatter, là où le logis restait vide uniquement pour attendre des circonstances favorables pour une vente à un prix beaucoup plus élevé», a lancé l'abbé Pierre.

«OUVREZ LES HLM!»

Le cortège s'est ensuite ébranlé, conduit par les familles expulsées scandant un vigoureux «Ouvrez les HLM!». «Relogement des expulsés, pas d'expulsion sans relogement»: derrière la bande-rolle de tête, des personnalités comme Harlem Désir et Emmanuelle Krivine, avaient répondu à l'appel d'une trentaine d'organisations, dont la Licra, le Mrap, les Verts et SOS-Racisme, ils étaient suivis par les militants d'Emmaüs juchés sur un camion et des habitants de différents quartiers parisiens.

La CGT et la CFDT leur emboîtent le pas, s'en prenant toutes deux à Jacques Chirac et à Jean Tibéri, premier adjoint chargé du logement. La ligue communiste révolutionnaire n'hésitait pas, quant à elle, à demander la réquisition immédiate des logements vides, tandis que les militants du PCF s'époumonaient avec un «Chirac, Rocard, on veut vivre à Paris».

Les organisateurs de la manifestation demandent aux autorités municipales et préfectorales de reloger immédiatement et définitivement les 65 familles, expulsées d'immeubles dans les 11<sup>e</sup>, 18<sup>e</sup>, 19<sup>e</sup> et 20<sup>e</sup> arrondissements. M. Tibéri a reçu pour la deuxième fois vendredi soir, à l'Hôtel de Ville, M. François Bloch-Lainé, le médiateur nommé par le premier ministre, pour un examen technique, cas par cas, de la situation des familles sans logis.

La mairie distingue, en effet, les expulsés occupant «de bonne foi» des logements vétustes et les «squatters». S'agissant des squatters, elle estime qu'il n'est pas possible de leur attribuer un logement: «Ce serait scandaleusement injuste vis-à-vis des demandeurs régulièrement inscrits, et parfois depuis longtemps au fichier des mal-logés».



# OPTIMISME OU PESSIMISME

Jean COVILLE

En présence des événements qui bouleversent la Planète on peut être partagé entre l'optimisme et le pessimisme.

Il est clair que la liberté gagne du terrain. Liberté sous toutes ses formes: liberté de pensée et d'expression, liberté de vote, liberté économique, ce qui ne peut que réjouir ceux qui luttent pour toutes ces libertés. Une telle constatation incite à l'optimisme et fait espérer que les dernières tyrannies, de droite ou de gauche, seront abattues.

Cependant les partisans de la liberté doivent être prudents et ne pas relâcher leurs efforts, car les tyrans sont habiles et trouvent parfois des complices parmi les partisans de la liberté, selon la couleur de leur tyrannie.

C'est ainsi que les socialistes français ont toujours trouvée parfaitement normale leur alliance avec les communistes, partisans de la plus féroce tyrannie de gauche, tandis qu'ils dénonçaient à droite les alliances avec le Front National, qui ne réclame nullement la suppression des droits de l'homme et n'a jamais été partisan du «Mur de Berlin».

On retrouve les mêmes aberrations au plan international.

Des sanctions sont appliquées à l'Afrique du Sud, où sont pratiquées des discriminations raciales, mais aucune sanction n'est appliquée aux pays communistes qui suppriment tous les droits humains.

Il est grand temps de lutter contre cette scandaleuse «discrimination».

Tout récemment j'ai assisté au Sénat à un très intéressant colloque sur la Namibie. Grâce à l'intervention de l'O.N.U.

les forces rivales dans ce pays se sont retirées et des élections libres ont eu lieu, strictement contrôlées par l'O.N.U.

La Namibie dispose maintenant d'un gouvernement démocratique, qui va pouvoir reconstruire le pays ravagé par la guerre.

Les représentants des Pays africains, présents au colloque, ont déclaré que le même résultat pourrait être obtenu en Angola, pourvu que les U.S.A. et l'U.R.S.S. s'entendent à l'O.N.U., comme ils l'ont fait pour la Namibie.

Le même raisonnement vaudrait assurément pour le Vietnam et le Cambodge et des pressions devraient être exercées sur ces deux pays, qui seraient aussi justifiées qu'à l'égard de l'Afrique du Sud et même davantage: il n'y a pas de «Boat People» sur les côtes d'Afrique du Sud. Les «Boat People» partent des côtes du Vietnam et du Cambodge où les conditions de vie sont parmi les pires de la Planète.

Quand donc les Nations démocratiques feront-elles leur devoir sur ce point?

On ne peut être pleinement optimiste tant qu'une réponse satisfaisante n'aura pas été apportée à cette question.



# La jeunesse empoisonnée

*Honte et dégoût — Responsabilité de Jack Lang —  
L'Audimat — L'Audience à tout prix*

Louis LEPRINCE-RINGUET  
*de l'Académie française*

La soirée du 5 juin sur TF1 m'a laissé bien plus que du dégoût, un sentiment profond de honte. Quand je pense que des centaines de milliers d'enfants de moins de treize ans ont vu ce film, ignoble par les images, ignoble par les paroles, «insoutenablement scabreux» comme dit Philippe Alexandre dans sa chronique sur RTL, et que Jacques Lang, notre ministre de la Culture a tout fait pour permettre à ce film, interdit au cinéma aux moins de treize ans, de passer à la télévision dès 20 h 30 et non après 22 heures, j'éprouve honte et indignation.

Il lui a fallu, malgré le refus du Conseil supérieur de l'audiovisuel et celui du contrôle des films, lever l'interdiction au cinéma aux moins de treize ans pour ouvrir la possibilité à la télévision d'une projection à 20 h 30. Bien plus, il a cru bon d'intervenir personnellement sur TF1, au journal de 20 heures, juste avant la publicité du film.

L'art a bon dos, on le sait bien, la «culture» aussi, on peut toujours sublimer la valeur artistique de n'importe quelle «création» - il y a si peu de critères objectifs et les superlatifs sont si faciles à manier ! On le voit tous les jours dans tous les domaines. Mais vous m'apparaissez, monsieur le Ministre, comme manquant singulièrement de tact, de jugement. Puis-je vous apprendre, puisque vous ne semblez pas le percevoir, que les enfants de huit, dix, douze ans retiennent tout ce qu'ils voient et entendent, leurs «mémoires étant beaucoup moins saturée que celle des adultes. Ils n'oublieront ni les images ni les paroles les plus chocantes qui risquent d'agir sur l'évolution de leur personnalité, sur leur comportement ultérieur, sur leur éthique. J'espère que ce n'est pas cela que vous souhaitez pour notre jeunesse, cette inoculation précoce de toxines avillissantes - c'est pourtant le

résultat certain de votre initiative insistante. Une tenue morale est indispensable aux enfants de notre pays. Il est essentiel pour aborder le XXI<sup>e</sup> siècle, de développer une éthique saine et rigoureuse, afin que leurs jeunes personnalités puissent s'épanouir dans l'équilibre, la ténacité, l'ardeur au travail, la générosité, l'engagement pour les grandes causes. Monsieur le Ministre, n'introduisez pas des formes de perversion dans cette prometteuse jeunesse. Elle aura tout le temps, ultérieurement, d'en voir de toutes les couleurs.

## Appétit de scandales

Mais je ne voudrais pas négliger TF1, qui a dû insister et manœuvrer pour obtenir la soirée du 5 juin. Disons que l'essentiel pour cette chaîne, devenue commerciale, c'est précisément le commerce, donc l'Audimat. Tout ce qui peut accroître l'audience sera considéré comme favorable. Or, tout scandale, on le sait bien, provoque un déferlement d'audience, donc on va privilégier les scandales : dès que l'un d'eux se profilera à l'horizon, on ne le lâchera plus, on l'exploitera au maximum. Naturellement, on passera aussi des émissions moins agressives, cela donnera bonne conscience - et puis on ne peut pas remplir uniquement de scandales un programme de près de vingt-quatre heures par jour.

Voilà la situation : l'appétit de scandales pour la chaîne de télévision à caractère commercial, et la participation personnelle du ministre de la Culture à une action susceptible d'empoisonner notre jeunesse. A nous de réagir. Il nous faut beaucoup de volonté, de ténacité, un sens renouveau, moderne, de la morale, de l'éthique, des valeurs spirituelles, une mobilisation nombreuse et décidée à laquelle je vous invite.

*(publié dans le Figaro)*

# ISRAEL

L'attaque tentée récemment sur les côtes de l'Etat d'Israël par un commando du Front de libération de la Palestine, membre de l'O.L.P., nous oblige une fois de plus à fustiger les Occidentaux, comme nous l'avons déjà fait dans ce petit journal.

Grâce à la vigilance des unités d'élite israéliennes, les commandos de tueurs palestiniens ont été interceptés avant qu'ils atteignent les plages de la région de Tel Aviv, où ils espéraient faire un beau massacre.

Les Occidentaux ont-ils réagi, ont-ils rompu avec l'O.L.P. ? Nullement. Arafat, le chef des assassins, est toujours reçu avec honneur.

Une fois de plus on a honte.

Fort heureusement Israël est dirigé par des hommes courageux, décidés à lutter pour leur survie. Shamir vient de former un gouvernement homogène, qui n'acceptera aucun compromis hasardeux.

Il est prêt à faire la paix avec les Arabes à condition qu'ils acceptent l'existence de l'Etat d'Israël, ce qui n'est pas le cas.

Les propositions apparemment conciliantes du sieur Arafat ne sont que des ruses destinées à aboutir à la destruction d'Israël par étapes successives.

Si Arafat était sincère il accepterait que la Cisjordanie tout entière reste israélienne.

Comme nous l'avons déjà exprimé dans ce petit journal, c'est la seule solution légitime.

Le «foyer national juif» a été établi dans l'ensemble de la Cisjordanie après la première guerre mondiale et a été transformé en Etat après la seconde

*(suite page 12)*

guerre mondiale «au même emplacement». C'est une décision de l'O.N.U. de 1947 qui le précise.

Mais les Etats arabes ont refusé cette décision et se sont jetés avec toutes leurs forces sur l'Etat d'Israël. Il a fallu le grand courage des combattants israéliens pour repousser cet assaut. Mais une partie de la Cisjordanie a toutefois été conquise par les Arabes et n'a été récupérée par les Israéliens que 19 ans plus tard, en 1967, à l'occasion de la guerre des 6 jours, à nouveau déclenchée par les Arabes et perdue par eux.

La situation est donc très claire, sur le plan du Droit et de la Morale, sauf pour ceux qui ne veulent pas de l'existence de l'Etat d'Israël et pour ceux qui en Occident se moquent du Droit et de la Morale et préfèrent de juteuses opérations commerciales avec les Arabes. Il est à craindre que ce soit le cas de plusieurs pays occidentaux.

Souhaitons qu'Israël reste ferme et trouve des alliés en Occident pour faire prévaloir la seule solution raisonnable, à savoir le maintien de la Cisjordanie en Israël et un accord ou même une association entre la Palestine arabe, c'est à dire la Jordanie et la Palestine juive, c'est à dire Israël.

Ce pourrait être le premier pas pouvant conduire au Moyen Orient à une Communauté analogue à celle réalisée en Europe occidentale.

La paix ne vaut-elle pas mieux que la guerre ?

Jean COVILLE



## MADAME DE STAEL

### une européenne en son temps

Jean COVILLE

Le 6 juin, à la Maison de l'Europe de Paris, M<sup>me</sup> Ghislaine Juramie, historienne, a évoqué au cours d'une très intéressante conférence, l'extraordinaire destin de Madame de Staël.

Germaine Necker était la fille du célèbre banquier genevois, qui devint ministre de Louis XVI et s'efforça de promouvoir des réformes. Son renvoi le 11 juillet 1789 fut à l'origine de la prise de la Bastille le 14 juillet.

Necker était d'origine allemande et protestant et Madame Necker était d'origine française et catholique, mais tous deux étaient de nationalité suisse.

Depuis leur installation à Paris les Necker invitaient beaucoup de personnages célèbres de cette époque et M<sup>me</sup> Necker était réputée pour sa beauté et sa bonne grâce.

C'est au cours de ces réceptions que Germaine Necker commença à se distinguer en tenant tête aux célèbres invités et en prenant le dessus dans les discussions.

Elle était tout acquise aux idées de liberté et admirait la monarchie constitutionnelle anglaise. Elle pensait qu'il fallait agir dans ce sens en France et salua avec chaleur la convocation des Etats généraux.

De 1789 à 1791 elle appuya avec force les réformes qui s'accomplissaient.

Mais à partir du moment où la Terreur s'installa en France et où des tyrans bien pires que les rois prirent le pouvoir elle changea totalement d'attitude.

Ayant épousé le baron de Staël-Holstein, ambassadeur de Suède à Paris, elle transféra dans cette ambassade le siège de ses activités et y accueillit les persécutés, dont beaucoup furent sauvés par ses soins, notamment par un

départ en Angleterre.

Puis elle partit à son tour en Suisse, à Coppet près de Genève, qui devint un Centre de lutte pour les libertés.

Après Thermidor, elle revint à Paris, espérant que le Premier Consul contribuerait à établir les libertés dans toute l'Europe, en associant les traditions et les qualités des Français, des Allemands, des Anglais et des autres Européens. Son père lui avait dit qu'il était l'homme nécessaire pour réaliser les «Etats Unis d'Europe».

Elle le rencontra donc, mais elle comprit que Bonaparte ne voulait le pouvoir que pour lui-même.

C'est ce que pensait aussi son ami Benjamin Constant, suisse comme elle et ennemi juré de Bonaparte.

Dès lors ce fut la guerre contre celui-ci. Elle partit successivement en Autriche, en Allemagne, en Pologne, en Russie et en Suède, pour susciter des ennemis à l'Empereur.

Mais quand celui-ci fut abattu et qu'elle vit les armées alliées sur les Champs Elysées elle fut indignée et s'opposa à «l'occupant».

Puis elle reprit son combat pour une Europe unie de tous les peuples qui la composent.

Aucun destin n'est plus actuel que celui-ci.

